

Dans une tribune publiée par le média allemand Deutsche Welle, Rebecca Tinsley, militante des droits de l'homme et une journaliste, convoque quelques aspects sécuritaires pour démontrer comme l'on n'est pas trop loin de nouveau report de la CAN 2021.

237actu.com vous propose la lecture intégrale de la Tribune de Rebecca Tinsley, à quelques 40 jours du coup d'envoi de début de la CAN Total Energie 2021.

En janvier prochain, la Coupe d'Afrique des Nations de football devrait se tenir au Cameroun. Connue également sous le nom de CAN, elle a été reportée à deux reprises, d'abord parce que le Cameroun n'était pas préparé et ensuite à cause du COVID-19. On demande maintenant à la Confédération africaine de football (CAF) si l'escalade de la violence dans les régions anglophones du pays constitue une menace trop importante pour la sécurité des spectateurs et des équipes.

Une vicieuse guerre civile fait rage dans les régions anglophones qui représentent vingt pour cent de ce pays d'Afrique centrale. Alors que les forces gouvernementales combattent les groupes séparatistes armés, les atrocités commises de toutes parts amènent les analystes à se demander si le tournoi ne devrait pas être reporté jusqu'à ce que les parties belligérantes décrètent un cessez-le-feu et entament des négociations de paix.

Au cours de la CAN, vingt-quatre équipes qualifiées joueront des matchs dans six sites à travers le Cameroun. Le stade de Limbe se trouve dans la zone anglophone, celui de Bafoussam en est proche, et les autres, situés dans des régions majoritairement francophones (Yaoundé, Douala et Garoua), pourraient également être vulnérables aux attaques.

En 2021, le conflit anglophone a connu une escalade dans l'utilisation d'engins explosifs improvisés. Il y a également eu plusieurs explosions en dehors des régions anglophones, dont certains pensent qu'elles ont été posées par des groupes séparatistes. La capitale Yaoundé, en particulier, a connu des explosions d'engins explosifs improvisés en juin, juillet, août et novembre 2020, qui ont blessé des civils. La semaine dernière, une explosion a eu lieu dans un collège de Yaoundé, que les autorités ont attribuée à des séparatistes armés.

La journaliste et militante des droits de l'homme Rebecca Tinsley

Il existe un risque d'explosion dans tous les sites de la CAN, et plus particulièrement à Limbe. Bien que Limbe soit l'une des nombreuses villes relativement calmes des régions anglophones,

elle a connu deux bombes pendant le tournoi de football CHAN en janvier dernier, dont l'une a blessé des policiers. Cela pourrait ne pas être de bon augure pour la CAN. Un groupe séparatiste armé appelé les "Fako Action Forces" a revendiqué la responsabilité d'au moins une de ces bombes artisanales. Le même groupe a récemment été actif à Buea, la capitale de la région du Sud-Ouest et proche de Limbe. Au cours du seul mois de novembre, il a revendiqué une attaque à l'engin explosif improvisé contre l'université de Buea, qui a blessé onze étudiants, ainsi qu'une attaque contre un taxi, dont le chauffeur a été tué pour avoir défié les ordres des séparatistes de rester à la maison le lundi, en vigueur depuis cinq ans.

Compte tenu de la multiplication des attaques contre les civils, la CAF pourrait être amenée à reporter le tournoi jusqu'à ce que le régime du président Paul Biya participe à des pourparlers de paix. Biya, âgé de 88 ans, est au pouvoir depuis 1982, et les observateurs internationaux condamnent régulièrement les élections camerounaises pour leur manque de légitimité.

A (re)lire également : Entre doutes et espoir, le Cameroun prépare sa CAN

Les organismes de surveillance des droits de l'homme accusent ses forces de se comporter en toute impunité, de prendre pour cible des civils non armés dans les régions anglophones, de brûler des villages et de pousser plus de 700 000 personnes (sur les six millions qui y vivent) à fuir dans la brousse ou ailleurs dans le pays. Des dizaines de milliers d'autres sont en exil au Nigeria voisin et bien au-delà.

Certains mouvements ont répondu à la violence du gouvernement contre les anglophones en réclamant un pays indépendant appelé "Ambazonia", ce qui a donné naissance aux "Amba Boys" armés, qui se battent sous la direction de chefs autoproclamés. Les groupes de défense des droits de l'homme ont accusé les deux parties de commettre régulièrement des atrocités sur des civils et de porter atteinte à des cibles civiles telles que des écoles, des hôpitaux, des marchés et des maisons. Pendant la CAN, la détérioration de la situation sécuritaire poserait des risques pour les joueurs sur et en dehors du terrain.

Les autorités camerounaises souhaiteraient organiser la CAN en raison du statut qu'elle leur confère, sur le continent et au-delà. On rapporte que le président Biya espère s'attirer les faveurs des jeunes Camerounais en organisant les matches. Pourtant, les jeux pourraient également offrir aux jeunes Camerounais l'occasion d'exprimer leur frustration face aux violations des droits de l'homme dans le pays. Le gouvernement camerounais a toujours répondu aux protestations pacifiques par la violence et l'action militaire, perdant ainsi tout soutien et poussant davantage de jeunes à prendre les armes.

La CAN avait dû être reportée à cause de la pandémie

Cette CAN controversée n'est pas la première fois que des événements sportifs deviennent des ballons de football politiques sensibles.

L'invasion soviétique de l'Afghanistan a conduit les États-Unis et d'autres pays à retirer leurs athlètes des Jeux olympiques de Moscou en 1980. La politique a éclipsé les Jeux olympiques de Pékin en 2008 en raison des violations des droits de l'homme commises par la Chine, de sa répression brutale au Tibet et de son refus initial de soutenir l'envoi de soldats de la paix pour

mettre fin au génocide au Darfour. Aujourd'hui, les prochains Jeux olympiques de Pékin de 2022 sont sous surveillance en raison des mauvais traitements infligés par la Chine à sa minorité ouïghoure, entre autres. Plus notoirement, le groupe palestinien Septembre noir a assassiné onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich en 1972. Dans les années 1970 également, des manifestations ont accueilli l'équipe de cricket de l'Afrique du Sud, pays de l'apartheid répressif, lors de sa tournée.

Les services de sécurité camerounais ont récemment effectué des exercices de simulation de lutte contre le terrorisme, notamment un attentat fictif dans un stade, mais l'ombre de Munich plane sur tous les jeux proposés. Le fait que le pays ait besoin de pratiquer ces simulations avec autant de sérieux amène à se demander pourquoi la CAF autorise la tenue de la CAN dans un environnement peu sûr et sous l'autorité d'un gouvernement qui commet des crimes contre l'humanité contre ses propres citoyens.

Pour le bien de la CAN, et pour le bien des citoyens camerounais qui souffrent, la CAF devrait réfléchir attentivement à la sécurité et à la moralité de la tenue de la CAN en janvier au Cameroun, et le gouvernement camerounais devrait également le faire.

Rebecca Tinsley est une militante des droits de l'homme et une journaliste. Elle est la fondatrice de Network for Africa et de Waging Peace. Son roman le plus récent est When the Stars Fall to Earth.
